Texte pseudonymisé

Avertissement: Ce document pseudonymisé a une valeur purement informative. Le document original seul fait foi.

Arrêt N° 144/22 - IX - CIV

Audience publique du premier décembre deux mille vingt-deux

Numéro CAL-2019-00443 et CAL-2019-01133 du rôle

Composition:

Carole KERSCHEN, président de chambre,
Danielle POLETTI, premier conseiller,
Stéphane PISANI, conseiller,
Gilles SCHUMACHER, greffier.

I.

E n t r e :

PERSONNE1.), demeurant à L-ADRESSE1.),

appellant aux termes d'un exploit de l'huissier de justice Josiane GLODEN d'Esch-sur-Alzette du 13 juillet 2017,

comparant par Maître Laurent HARGARTEN, avocat à la Cour, demeurant à Esch-sur-Alzette,

e t :

1) **PERSONNE2.)**, demeurant à L-ADRESSE2.),

intimé aux fins du prédit exploit GLODEN du 13 juillet 2017,

comparant par Maître René WEBER, avocat à la Cour, demeurant à Luxembourg,

2) la société anonyme de droit allemand **BANQUE1.) A.G.**, établie et ayant son siège social à D-ADRESSE3.), immatriculée près le Amtsgericht à Frankfurt am

Main sous le numéro NUMERO1.), ayant absorbé par fusion la société de droit allemand BANQUE2.) A.G., ayant son siège à D-ADRESSE4.), immatriculée au registre de commerce près du Amtsgericht à Frankfurt am Main sous le numéro NUMERO2.), représentée par son comité de direction actuellement en fonctions,

intimée aux fins du prédit exploit GLODEN du 13 juillet 2017,
demanderesse par appel incident,

comparant par Maître Guy LOESCH, avocat à la Cour, demeurant à Luxembourg,

3) **PERSONNE3.)**, demeurant à L-ADRESSE5.),

intimée aux fins du prédit exploit GLODEN du 13 juillet 2017,

partie défaillante,

II.

Entre :

PERSONNE2.), demeurant à L-ADRESSE2.),

appellant aux termes d'un exploit de l'huissier de justice suppléant Laura GEIGER en remplacement de l'huissier de justice Carlos CALVO de Luxembourg du 5 novembre 2019,
défendeur sur appel incident,

comparant par Maître René WEBER, avocat à la Cour, demeurant à Luxembourg,

et :

1) **PERSONNE1.)**, demeurant à L-ADRESSE1.),

intimé aux fins du prédit exploit GEIGER du 5 novembre 2019,
défendeur sur appel incident,

comparant par Maître Laurent HARGARTEN, avocat à la Cour, demeurant à Esch-sur-Alzette,

2) **PERSONNE3.)**, demeurant à L-ADRESSE5.),

intimée aux fins du prédit exploit GLODEN du 13 juillet 2017,
défenderesse sur appel incident,

partie défaillante,

- 3) la société anonyme de droit allemand **BANQUE1.) A.G.**, établie et ayant son siège social à D-ADRESSE3.), immatriculée près le Amtsgericht à Frankfurt am Main sous le numéro NUMERO1.), ayant absorbé par fusion la société de droit allemand BANQUE2.) A.G., avec siège à D-ADRESSE4.), immatriculée au registre de commerce près du Amtsgericht à Frankfurt am Main sous le numéro NUMERO2.), représentée par son comité de direction actuellement en fonctions,

intimée aux fins du prêt exploit GEIGER du 5 novembre 2019,
demanderesse par appel incident,

comparant par Maître Guy LOESCH, avocat à la Cour, demeurant à Luxembourg,

- 4) la société anonyme **ASSURANCE1.)**, établie et ayant son siège social à L-ADRESSE6.), inscrite au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro NUMERO3.), représentée par son conseil d'administration actuellement en fonctions,

intimée aux fins du prêt exploit GEIGER du 5 novembre 2019,
défenderesse sur appel incident,

comparant par Maître Michel SCHWARTZ, avocat à la Cour, demeurant à Luxembourg.

LA COUR D'APPEL :

Le litige a trait à une demande en réparation de préjudices que PERSONNE1.) (ci-après PERSONNE1.) et son épouse PERSONNE3.) auraient subi, du chef de fautes qu'ils reprochent à PERSONNE2.), en sa qualité de notaire, et à la société anonyme de droit allemand BANQUE1.) AG, ayant absorbé par fusion la société anonyme de droit allemand BANQUE2.) AG (ci-après la BANQUE), qui se décomposent comme suit :

- perte de valeur de l'immeuble depuis la date de la signature du compromis

90.000.- euros

- montant remboursé à titre de crédit hypothécaire entre avril 2008 et août 2013

53.612.- euros

TOTAL 143.612.- euros

PERSONNE1.) et PERSONNE3.) firent valoir avoir acquis un immeuble sis à (...) des époux PERSONNE4.)-PERSONNE5.) suivant acte de vente passé devant le

notaire PERSONNE2.) en date du 10 septembre 2003 pour le prix de 50.000.- euros. Au moment de la vente, la Banque aurait disposé d'une hypothèque sur l'immeuble pour garantir une créance qu'elle tenait à l'encontre des époux PERSONNE4.)-PERSONNE5.) à concurrence de 155.944,02.- euros. Suivant un courrier du 29 mai 2003, la Banque aurait donné son accord à la mainlevée de l'hypothèque à condition que les requérants paient le prix de 50.000.- euros directement entre ses mains. Ce prix a été payé à l'acte et il résultait d'un décompte du notaire PERSONNE2.) du 12 septembre 2003 que ce dernier a retenu une provision de 150.- euros pour procéder à la mainlevée de l'hypothèque grevant l'immeuble.

Malgré cela, PERSONNE1.) et PERSONNE3.) se seraient vu signifier en date du 25 avril 2008 un commandement préalable à vente publique sur voie parée à la requête de la BANQUE, apprenant ainsi que la mainlevée de l'hypothèque inscrite sur leur immeuble n'a jamais été effectuée par le notaire. Ce commandement à vente préalable par voie parée a été annulé par jugement du 29 janvier 2010, confirmé en appel par arrêt du 29 mars 2012 ; ces décisions ont également ordonné la radiation de l'hypothèque.

En date du 20 février 2008, PERSONNE1.) et PERSONNE3.) auraient signé un compromis de vente pour revendre la maison au prix de 190.000.- euros. Par suite du doute que faisait planer le commandement signifié peu après, le compromis a été résilié. Néanmoins, entre la date du commandement et la date de l'arrêt, l'immeuble se serait fortement dégradé, ne valant plus que, suivant expertise, 100.000.- euros. Ils allèguent avoir perdu 90.000.- euros. Durant cette même période, ils auraient continué à rembourser leur crédit hypothécaire jusqu'en août 2013, à raison de 53.612.- euros.

De ce fait, ils réclament l'indemnisation de leur préjudice à hauteur de 143.612.- euros.

Par jugement rendu contradictoirement en date du 26 octobre 2016, le tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg a reçu les demandes principale et en intervention en la forme, a déclaré la demande principale non fondée et en a débouté ainsi que dit la demande en intervention sans objet. Ce jugement a déclaré fondées les demandes de la BANQUE et de la société ASSURANCE1.) (ci-après l'ASSURANCE) en obtention d'une indemnité de procédure basées sur l'article 240 du Nouveau Code de procédure civile, à concurrence de 1.000.- euros, respectivement de 800.- euros, à l'égard de PERSONNE1.) et PERSONNE3.), respectivement de PERSONNE2.). Il a de même condamné PERSONNE1.) et PERSONNE3.) aux frais et dépens de l'instance.

Pour statuer ainsi, le tribunal a, après avoir dit recevable la demande contre la BANQUE sur base de la responsabilité contractuelle, retenu une faute dans le chef du notaire PERSONNE2.) en n'exécutant pas le mandat lui conféré pour procéder à la radiation de l'hypothèque litigieuse ainsi que dans le chef de la BANQUE en procédant à la signification d'un commandement préalable à la vente forcée, malgré renonciation à son hypothèque dès 2003.

Les juges de premier degré ont en revanche décidé qu'il n'était pas établi que la résiliation du compromis signé le 20 février 2008 suivant « *Convention entre parties* » du 7 juillet 2008, sans indication de motif, ait eu pour cause, dans le chef du futur acquéreur, SOCIETE1.) SARL, une incertitude engendrée par le commandement signifié le 25 avril 2008. Faute de lien entre le préjudice invoqué et les fautes rapportées du notaire PERSONNE2.) et de la BANQUE, leur responsabilité n'a pas été engagée.

Par acte d'huissier du 13 juillet 2017, PERSONNE1.) a interjeté appel contre ce jugement, qui, lui a été signifié par l'ASSURANCE en date du 30 mars 2017 et par la Banque en date du 13 juin 2017.

Par acte d'huissier du 5 novembre 2019, PERSONNE2.) a interjeté appel contre le même jugement, qui lui a pareillement été signifié par l'ASSURANCE en date du 30 mars 2017.

PERSONNE1.) critique le jugement entrepris en ce qu'il n'a pas retenu de lien de causalité entre les fautes du notaire PERSONNE2.) et de la BANQUE avec le préjudice subi et que le jugement a estimé la résiliation du compromis de vente du 20 février 2008 pas nécessairement motivée par l'incertitude planant sur la réalisation de la vente à la suite du commandement du 25 avril 2008. Il conclut ainsi principalement à faire droit à l'ensemble de ses demandes formulées en première instance et il offre, à titre subsidiaire, de prouver par l'audition d'un témoin, que le compromis a bien été résilié du chef de la survenance de la signification du susdit commandement. Il réclame des indemnités de procédure, de la part de la BANQUE et du notaire PERSONNE2.), de chaque fois 5.000.- euros, pour chacune des instances.

Par conclusions subséquentes, PERSONNE1.) ajoute qu'il existe, conformément à l'article 1353 du Code civil, des présomptions graves, précises et concordantes dans le dossier établissant le lien causal entre la faute commise par la BANQUE et la non-réalisation de la vente. Il estime que les développements actuels de la BANQUE auraient déjà été tranchés par l'arrêt du 29 mars 2012.

PERSONNE1.) dit que son appel interjeté le 13 juillet 2017 serait recevable, suite à la signification du jugement a quo intervenu le 13 juin 2017 à la requête de la BANQUE, en ce qui concernerait le litige principal se mouvant entre lui, la BANQUE et PERSONNE2.).

Le notaire **PERSONNE2.)** explique que par conclusions du 3 septembre 2019 il a soulevé l'irrecevabilité de l'appel interjeté par PERSONNE1.) pour cause de tardiveté et interjeté appel incident, pour autant que le jugement entrepris a retenu une faute dans son chef. A titre subsidiaire, il conteste le *quantum* du dommage allégué, qui ne tiendrait pas compte des dégradations chiffrées de l'expert NOËL, ni de l'augmentation de la valeur des terrains dans le sud du pays. Actuellement, l'immeuble vaudrait plus que les 190.000.- euros repris dans le compromis de vente.

De plus, PERSONNE1.) n'a pas dirigé son appel contre l'ASSURANCE, ce qui risquerait de conduire à une contrariété de décision en défaveur du notaire

PERSONNE2.), l'ASSURANCE ne pouvant être condamnée à le tenir quitte et indemne. Les conditions de l'existence de l'indivisibilité seraient toutefois données. Il faudrait ainsi ordonner la jonction entre les deux procédures d'appel.

Quant au fond, le notaire PERSONNE2.) précise que cet appel serait subsidiaire par rapport à son appel incident repris dans ses conclusions du 3 septembre 2019, qu'il serait dirigé contre l'ASSURANCE pour qu'elle le tienne quitte et indemne, contre la BANQUE pour la voir déclarée seule sinon majoritairement responsable dans la réalisation du préjudice et contre PERSONNE1.) et PERSONNE3.) pour leur voir déclarer l'arrêt commun.

Concernant l'offre de preuve, par l'audition d'un témoin, formulée par PERSONNE1.), PERSONNE2.) en demande le rejet, pour n'être ni pertinente, ni concluante, parce qu'elle tend uniquement à expliquer l'accord des parties à annuler le compromis, « *pour éviter d'éventuels futurs problèmes* ».

La **BANQUE** se rapporte à prudence de justice quant à l'appel interjeté par PERSONNE1.) seul, contre PERSONNE3.), représentée par le même mandataire que lui en première instance. Elle précise que la signification du jugement a quo à son initiative contre PERSONNE1.) serait bien intervenue le 13 juin 2017.

Elle interjette ensuite appel incident contre le jugement, en ce qu'il a retenu une faute dans son chef : les juges de premier degré n'auraient pas tenu compte de la caducité de son offre exprimée dans son courrier du 28 mai 2003, offre qui serait venue à expiration le 31 juillet 2003, sans que la condition n'ait été réalisée. Il n'y aurait pas eu de renonciation au délai de validité de son accord.

A titre tout à fait subsidiaire, la BANQUE estime que si faute de sa part il y a eu, elle pourrait s'exonérer totalement, sinon partiellement en raison de fautes commises par PERSONNE1.), qui aurait manqué à son obligation de diligence en ne requérant pas la prorogation du délai de validité de l'offre de la BANQUE et en abandonnant son chantier à l'état de gros-œuvre au lieu de terminer les travaux.

De plus, le préjudice de PERSONNE1.) ne serait pas suffisamment établi. Ce serait à raison que les juges de première instance auraient retenu l'absence de lien entre le préjudice allégué et les fautes reprochées : la résiliation du compromis de vente aurait été faite sur une base volontaire, sans indication de raison. La BANQUE conclut au rejet de l'offre de preuve par l'audition d'un témoin, qui serait en l'espèce, contraire à l'article 1341 du Code civil. La BANQUE précise que la perte de la valeur de l'immeuble ne se réaliserait qu'en cas de vente, qui n'aurait pas eu lieu : un préjudice hypothétique ne pourrait être indemnisé.

La BANQUE conteste finalement les indemnités de procédure adverses et en requiert une, sur base de l'article 240 du Nouveau Code de procédure civile, à hauteur de 2.000.- euros.

Par conclusions subséquentes, la BANQUE conteste qu'il y ait autorité de la chose jugée concernant son appel incident, l'objet de la demande ayant mené à l'arrêt du 29 mars 2012 ayant été différent.

Quant à l'appel interjeté par le notaire PERSONNE2.), la BANQUE se rapporte à la sagesse de la Cour quant à sa recevabilité en la pure forme.

Quant au fond, elle conteste la demande relative à la voir déclarer seule, sinon majoritairement responsable dans la réalisation du préjudice. Il y aurait, au contraire, lieu de souligner le rôle central du notaire PERSONNE2.).

L'ASSURANCE relève l'irrecevabilité des appels, tant celui de PERSONNE1.) que de PERSONNE2.), pour cause de tardiveté : PERSONNE1.) s'étant vu signifier le jugement le 30 mars 2017 et son appel étant intervenu le 13 juillet 2017. Le jugement ayant été signifié à la même date à PERSONNE2.), qui n'a interjeté appel que le 5 novembre 2019. Quant à ce volet, l'Assurance précise que la signification réalisée par elle par exploit du 30 mars 2017 profite également, aux termes d'une certaine jurisprudence, à son assuré, PERSONNE2.) et que l'appel du 13 juillet 2017 est tardif à l'encontre de PERSONNE2.). Pareillement, la signification du jugement *a quo* par la BANQUE, par exploit du 13 mai (il s'agit en réalité du 13 juin) 2017 profite également à PERSONNE2.), par application du principe du litige indivisible : PERSONNE1.) revendique la réparation d'un même dommage contre deux débiteurs de responsabilité : son appel est ici encore irrecevable.

A titre subsidiaire, il y aurait lieu d'admettre que PERSONNE2.) aurait acquiescé au jugement, suite à la signification de l'appel par PERSONNE1.) et la prise de conclusions et instruction de l'appel, sans mise en intervention de l'ASSURANCE.

L'ASSURANCE, après un long rappel des faits et rétroactes ainsi que de développements relatifs aux notions de purge d'une hypothèque et de mainlevée d'une hypothèque, prend des conclusions en droit, mais uniquement à titre subsidiaire, pour peu que les deux appels soient déclarés recevables.

Elle conclut à la responsabilité de la BANQUE, qui serait établie par le jugement du 29 janvier 2010, confirmé en instance d'appel : il aurait été arrêté que la « *BANQUE a implicitement, mais nécessairement renoncé au délai de validité de son accord qu'elle avait indiqué dans sa lettre du 28 mai 2003* ». Le tribunal arriva ainsi à la conclusion que la BANQUE ne pouvait poursuivre la vente forcée de l'immeuble. En mettant en route une procédure de vente forcée de l'immeuble, basée sur une sûreté hypothécaire à laquelle elle aurait renoncé depuis cinq années, cela constituerait, à n'en pas douter, un comportement fautif.

Quant à la responsabilité de l'ancien notaire PERSONNE2.), l'ASSURANCE considère qu'il serait superfétatoire de la rechercher, faute de lien de causalité entre le dommage allégué et la faute reprochée au notaire. Cette absence de lien serait double : il n'y aurait pas eu d'indication quant à la cause de la révocation du compromis de vente et, dans la mesure où la BANQUE avait accepté la purge amiable de l'hypothèque, les époux PERSONNE1.)-PERSONNE3.) n'avaient a priori aucune raison de se départir du compromis de vente, lequel n'avait pas été

signé sous la condition suspensive de la radiation des inscriptions hypothécaires grevant l'immeuble. De ce fait, surtout pour la deuxième objection reprise ci-dessus, l'offre de preuve par témoin formulée dans l'acte d'appel de PERSONNE1.) serait non pertinente.

A titre plus subsidiaire, l'ASSURANCE indique que le dommage allégué trouverait sa causalité adéquate dans le seul comportement de la BANQUE, l'inscription hypothécaire n'étant pas une condition de la constitution ni de la disparition de la sûreté hypothécaire, mais elle en assure uniquement la publicité.

Plus subsidiairement encore, si une faute de l'ancien notaire PERSONNE2.) et de la BANQUE devait être retenue, il faudrait fixer une clef de répartition largement favorable à PERSONNE2.), du type 90/10, où seuls 10 % serait à sa charge.

Concernant les fautes de la supposée victime PERSONNE1.), l'ASSURANCE dit rejoindre les conclusions prises à ce sujet par la BANQUE.

A propos du *quantum* du dommage, l'ASSURANCE le conteste : la dépréciation de 90.000.- euros ne serait pas prouvée sur la période précise comprise entre le commandement préalable à la vente forcée et l'arrêt d'appel du 29 mai 2012 : il se pourrait que cette dégradation ait même déjà été antérieure à l'achat par PERSONNE1.) et son ex-épouse, au vu du fait que l'immeuble était déjà à l'abandon. Il ne faudrait pas perdre de vue que la valeur de l'immeuble s'apprécierait au jour où le juge statue : actuellement, la maison serait terminée et non plus à l'abandon et sa valeur dépasserait très largement les revendications indemnitaires demandées par PERSONNE1.). De façon générale, comme l'immeuble avait été acheté par PERSONNE1.) et PERSONNE3.), toute créance devrait être partagée à part égale entre eux.

De plus, pour les mensualités dont le remboursement est requis, il ne faudrait pas oublier qu'ils sont constitués d'une part en capital (pour laquelle aucun remboursement ne peut être requis, ces paiements aidant le propriétaire à devenir chaque jour un peu plus propriétaire) et d'une part en intérêts (l'obligation de payer les intérêts du prêt contracté serait sans lien avec le préjudice allégué et il serait actuellement impossible de déterminer la part des intérêts dans les mensualités réglées). Finalement, une part non négligeable du préjudice invoqué serait imputable à la propre inertie de PERSONNE1.), qui n'aurait rien entrepris pour vendre l'immeuble.

Quant à la couverture de l'ASSURANCE, souscrite dans les années 1980, mais amendée le 15 décembre 1997, il faudrait prévoir une première décote de 10 % sur l'assiette du dommage mis en charge et sur le solde restant, l'assureur ne serait tenu qu'à une prise en charge à hauteur de 75 %.

L'ASSURANCE réclame finalement une indemnité de procédure à PERSONNE2.), à hauteur de 1.500.- euros pour la première instance et de 3.000.- euros pour l'instance d'appel, toujours sur base de l'article 240 du Nouveau Code de procédure civile.

L'instruction a été clôturée par ordonnance du 28 février 2022. Les parties ont été informées de la fixation de l'affaire à l'audience du 20 octobre 2022, qui a été avancée à l'audience du 19 octobre 2022, date à laquelle les parties ont été entendues en leurs plaidoiries et le magistrat de la mise en état en son rapport. L'affaire y a été prise en délibéré et les parties ont été informées de la date du prononcé.

Appréciation de la Cour

La recevabilité des appels ayant été soulevée, la Cour se doit d'emblée de l'analyser.

Il est constant en cause, au vu des documents remis à la Cour, que le jugement dont appel a été prononcé en date du 26 octobre 2016 : ce jugement comprend, à sa page « 4 », l'information suivante : « *par ordonnance du 23 avril 2015, le tribunal a prononcé la jonction des affaires inscrites sous les numéros 160538 et 166521* », le premier rôle se mouvant entre d'une part les époux PERSONNE1.)-PERSONNE3.) et d'autre part PERSONNE2.) et la BANQUE et par le second rôle, PERSONNE2.) a mis en intervention son assureur.

L'ASSURANCE a fait procéder à la signification dudit jugement à PERSONNE1.), PERSONNE3.) et à PERSONNE2.) par acte d'huissier du 30 mars 2017.

La BANQUE a elle aussi fait procéder à la signification du même jugement à PERSONNE1.) et à PERSONNE3.) par acte d'huissier du 13 juin 2017.

Suite à ces significations de jugement, PERSONNE1.) a fait signifier son appel à l'égard d'PERSONNE3.), de PERSONNE2.) et de la BANQUE par acte d'huissier du 13 juillet 2017.

PERSONNE2.) a fait signifier son appel à l'égard de PERSONNE1.), PERSONNE3.), la BANQUE et l'ASSURANCE, par acte d'huissier du 5 novembre 2019.

En vertu de l'article 571 du Nouveau Code de procédure civile, le délai pour interjeter appel sera de quarante jours et courra, pour les jugements contradictoires, du jour de la signification à personne ou à domicile.

La première signification du jugement a quo étant intervenue le 30 mars 2017, l'appel aurait dû intervenir jusqu'au mardi 9 mai 2017.

Le premier appel date du 13 juillet 2017. PERSONNE1.) voudrait ne pas se sentir concerné par la première signification du jugement, respectivement que seule la deuxième signification aurait fait courir les délais à son égard.

Pour que le délai dans lequel sont enfermées les voies de recours principales (opposition, appel, cassation) commence à courir à l'égard d'une personne, il faut que la décision soit officiellement portée à sa connaissance. (Le droit judiciaire

privé au Grand-Duché de Luxembourg, 2^{ième} édition, Thierry HOSCHEIT, n° 1296).

Le susdit article 571 se réfère explicitement au jour de la signification par voie d'huissier pour faire courir le délai d'appel.

Le développement de PERSONNE1.) quant à une double transmission du jugement entrepris requiert le rejet : en effet, il soutient à tort ne pas être concerné par la première signification de jugement, intervenue le 30 mars 2017. La jonction des deux rôles ayant été officiellement prononcée, il a été statué par un seul et même jugement, indivisible, en date du 26 octobre 2016.

C'est donc bel et bien cette première signification qui a fait courir le délai pour interjeter appel. De surcroît, la jurisprudence luxembourgeoise a rejeté les prétentions tendant à alléguer qu'une deuxième transmission ouvrirait un nouveau délai de la voie de recours, en suivant les décisions françaises qui ont décidé « *il a été retenu que la première signification régulière fait courir le délai de recours, peu importe qu'une deuxième signification ait encore été faite durant le délai de recours ouvert par la première signification, de sorte que la deuxième signification ne donne pas naissance à un nouveau délai de recours* ». (Cour, 7 mars 2018, N° 44854 du rôle).

De plus, la transmission de la décision de justice selon les formes applicables au cas de figure analysé fait courir les délais des voies de recours à l'égard de la seule partie destinataire de la transmission : il est incontestable que PERSONNE1.) soit un des destinataires de la transmission du 30 mars 2017 et que cette transmission est régulière.

Il en découle que les appels intervenus tant le 13 juillet 2017 que le 5 novembre 2019 sont tardifs et qu'ils sont irrecevables.

Les appels incidents, qui ne sont qu'un accessoire des appels principaux, suivent le même sort.

Au vu de ce qui précède, les demandes respectives de PERSONNE1.) et de PERSONNE2.) en obtention d'indemnités de procédure sont à rejeter.

Au vu de la même issue, les demandes de la BANQUE et de l'ASSURANCE en obtention d'une telle indemnité sur base de l'article 240 du Nouveau Code de procédure civile sont recevables en la pure forme, mais non fondées au surplus, faute de preuve de l'iniquité de laisser à leur charge une partie des frais non compris dans les dépens.

PAR CES MOTIFS

La Cour d'appel, neuvième chambre, siégeant en matière civile, statuant par défaut à l'égard d'PERSONNE3.) et contradictoirement à l'égard des autres parties, sur rapport du magistrat de la mise en état,

dit irrecevable pour cause de tardiveté les appels interjetés en date des 13 juillet 2017 et 5 novembre 2019,

condamne PERSONNE1.) et PERSONNE2.) chacun à la moitié des frais et dépens des deux instances, avec distraction au profit de Maître Guy LOESCH et de Maître Michel SCHWARTZ, sur leurs affirmations de droit.

La lecture du présent arrêt a été fait en audience publique par Carole KERSCHEN, Président de chambre, en présence du greffier Gilles SCHUMACHER.